

Chômage: le cuisant échec de Hollande qui le disqualifie pour 2017

Article rédigé par *Liberté politique*, le 26 février 2016

[source : [Polemia](#)]

Pour inverser la courbe du chômage en 2016 et pouvoir se représenter à la présidentielle, le chef de l'État ressort les mêmes dispositifs éculés qui n'ont jamais fait leurs preuves.

Il ferait mieux de s'inspirer des bonnes pratiques des pays étrangers qui, eux, ont fait reculer le chômage à coup de réformes radicales.

Ainsi le chômage a encore augmenté en décembre, et sur l'ensemble de l'année 2015. L'inversion de la courbe, promise au bout d'un an dès l'été 2012 par François Hollande, reste donc une chimère, un vœu pieu. Certes, 2015 restera comme la moins mauvaise des cinq dernières années et le président de la République a beau jeu de répéter, inlassablement, que «la reprise, elle est là mais elle est encore trop fragile» pour garantir l'inflexion, que Myriam El Khomri juge contre toute attente bien «réelle». Les quelque 3,9 millions de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A en France entière au 31 décembre dernier et les 86.200 nouveaux de 2015 ne seront certainement pas de cet avis.

Répétant que non, décidément non, «on n'a pas tout essayé» contre le chômage, que nous propose l'exécutif ? Un cocktail improbable de promesses de réforme (et notamment la réécriture en deux ans d'un Code du travail «devenu illisible» au fil des ans) et de mesures de traitement social du chômage qui ont démontré leur inefficacité sur le long terme (mise en formation de chômeurs, prime à l'embauche dans les TPE, relance de l'apprentissage...).

Si chacun de ces dispositifs avait un effet à long terme, ça se saurait, non ? Surtout, on n'aurait pas battu 6 fois (sur 12) en 2015 le record absolu du nombre de chômeurs en catégorie A à Pôle emploi en France entière (dom. inclus). Et François Hollande, qui ne cesse de ressortir les mêmes cartes de sa manche pour tenter désespérément d'inverser la courbe du chômage, n'aurait pas 718.000 demandeurs d'emploi en plus à son passif depuis qu'il a été élu à la présidence de la République en mai 2012.

Surtout, le chef de l'État fait pire en 44 mois de mandat que son prédécesseur détesté en cinq ans de quinquennat: 16.318 chômeurs de plus en moyenne chaque mois, contre 13.455 sous Nicolas Sarkozy, la crise internationale de 2008 – qui avait fait plonger le PIB de la France de 3% l'année suivante – en moins... Une honte pour celui qui avait fait campagne sur le rejet de son adversaire et son bilan, notamment en matière de chômage, catastrophique.

La curée est d'autant plus crasse lorsque l'on compare le triste résultat de la France en 2015 avec ceux de ses principaux concurrents européens:

- 104.000 en Allemagne,
- 239.000 au Royaume-Uni,
- 354.200 en Espagne,
- 479.000 en Italie.

Et qu'ont fait ces pays pour si promptement inverser leur courbe du chômage ? Ils ont flexibilisé leur marché du travail, en assouplissant les conditions de licenciement, en créant de nouveaux contrats de travail plus agiles – pour utiliser le nouveau terme à la mode –, en durcissant les conditions d'indemnisation...

Bref, ils ont fait ce que la France se refuse à faire, ou alors simplement par petites touches. Certes le Royaume-Uni a lancé les contrats «zéro heure», qui sont le summum de la flexibilité, le salarié sous contrat restant chez lui à attendre que son employeur l'appelle pour travailler; certes l'Allemagne est le champion quasi toutes catégories du temps partiel et bénéficie d'une démographie «avantageuse» qui fait que chaque emploi créé profite à un chômeur...

Alors le chômage risque bien de baisser en 2016, afin de permettre à François Hollande de se représenter en 2017. Mais pas à cause d'un vent porteur de libéralisme, venu des pays avoisinants. Non, la courbe risque de se retourner statistiquement grâce à l'utilisation, à hautes doses, du traitement social du chômage, et notamment de la mise en formation forcée de quelque 500.000 chômeurs de plus cette année. En formation sur des «métiers d'avenir» qu'il reste bien entendu à définir, ou sur «des métiers en tension» dont on sait qu'ils sont bien moins nombreux que ce que le gouvernement l'affirme.

A défaut de leur assurer une employabilité qui leur permettra de rebondir, ces stages serviront avant tout à faire baisser provisoirement le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A. Mais attention au retour de bâton en 2017: si ces chômeurs envoyés par charters entiers dans des centres de formation ne trouvent pas d'emploi à l'issue de leurs 4 à 6 mois de formation, ils reviendront grossir les rangs de la catégorie A. Et ce, dès le début de l'année 2017, en pleine campagne présidentielle... Un président averti en vaut deux, dit-on.

Marc Landré